

MÉDIAS

Placer les questions économiques et sociales au cœur du débat

TABLE RONDE ANIMÉE PAR JEAN-MARIE CHARON, CHERCHEUR À L'EHESS



La crise financière a replacé le débat politique sur l'économie au cœur de l'actualité. Est-ce la fin d'une période qui a vu les journalistes politiques se polariser sur les questions tactiques tandis que les journalistes économiques se cantonnaient au suivi des stratégies d'entreprises et des enjeux financiers ?



Jérôme Creel,
DIRECTEUR ADJOINT DU DÉPARTEMENT DES ÉTUDES À L'OFCE

Les économistes ne peuvent plus rester isolés dans leur coin

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) est un institut de conjoncture et de recherche en économie qui dispose d'une spécificité : il a pour obligation d'être en relation avec les médias. Participer au débat public est inscrit dans ses statuts. Cela oblige l'OFCE à trouver sa voie entre l'activité de conjoncturiste et celle hyperspécialisée des économistes dits « académiques ». Les économistes de l'OFCE doivent donc en permanence être au fait des théories les plus récentes et répondre aux sollicitations sur des questions d'actualité. Cette situation a deux conséquences : très médiatisé, l'OFCE est parfois présenté par les journalistes comme un « institut keynésien », « de gauche ».

Les médias peuvent oublier que nous sommes avant tout des scientifiques et que nous sommes évalués sur le caractère scientifique, donc rigoureux, de nos travaux. Les analyses que nous réalisons ne sont pas de nature politique ou polémique : elles sont circonstanciées, c'est-à-dire cohérentes avec les théories existantes et avec les chiffres mis à notre disposition. Nous travaillons sur la base de données officielles.

La seconde conséquence de ce statut particulier, c'est le risque d'auto-caricature. Nous avons compris qu'il est important pour nous d'être relayés par les médias. Les journalistes qui nous contactent ne perçoivent pas nécessairement que la scientificité

réclame de la sagesse, et que la clé de la sagesse, c'est le doute. Et si nous exprimons ouvertement nos doutes lorsque nous sommes interrogés par les médias, nos travaux ne seront pas cités et ne paraîtront pas robustes. Par souci de simplifier les choses, nous pouvons apparaître moins scientifiques que nos travaux ne le sont.

Depuis le début de la crise financière, aucun économiste ne peut plus rester dans son coin à travailler sur un sujet qui n'intéresse que 15 personnes dans le monde, alors que cette crise financière est due à des mauvais choix financiers et économiques et que tout économiste a des choses à dire sur ces questions. Tous les économistes devraient donc s'emparer des questions d'actualité et participer à la rénovation de la pensée économique.

PÉDAGOGIE

Quant au traitement de la crise financière par les médias, j'ai été frappé par leur investissement pédagogique ; en tant que lecteur, j'ai ressenti une volonté réelle de décrypter le fonctionnement du monde financier. Les explications concernant la titrisation, par exemple, étaient très éclairantes. Force est de constater que durant cette crise, les médias ont été au-delà de la diffusion d'informations instantanées. La diffusion de l'information économique par les journalistes s'est améliorée. ♦



Jean-Marc Vittori,
ÉDITORIALISTE AUX « ECHOS »

La crise financière, un défi pour le journalisme économique

Cette crise a été un vrai défi pour les journalistes, car comme toutes les grandes crises, c'est une crise horizontale, tandis que tous nos journaux sont organisés de manière verticale. Difficile dans ces conditions de raconter et de connecter les faits entre eux. Face à cette situation radicalement nouvelle, il y a une réelle difficulté à comprendre de manière transversale ce qui se passe.

D'autre part, les journalistes sont victimes d'un phénomène de capture : ils sont en permanence en contact avec leur source et ont souvent du mal à s'échapper de cette relation bilatérale. Lors d'une réunion de la BCE en

septembre 2008, j'ai eu une discussion avec mes collègues qui suivent la finance et qui étaient persuadés que la BCE allait baisser ses taux. Je n'étais pas d'accord. Ils le croyaient car ils sont en permanence en contact avec les patrons des banques pour qui il était évident que la BCE allait baisser ses taux parce que c'est tout ce dont ils avaient besoin. De mon côté, je suis la BCE d'une autre manière depuis sa création et, connaissant les décideurs monétaires, il me paraissait évident qu'ils n'allaient pas baisser leurs taux. Les journalistes financiers étaient capturés par leurs sources. Ce n'est pas toujours facile de prendre de la distance.

Autre exemple : la faillite de Lehman Brothers a été interprétée par l'ensemble de la presse comme une

catastrophe. C'est certainement une catastrophe pour la finance. Mais je pense que lorsqu'on écrira l'histoire de cette crise, on se rendra compte que cette faillite était fondée. Les choses se seraient peut-être passées à long terme beaucoup plus mal pour l'ensemble de la collectivité sans la faillite de Lehman Brothers.

CAPTIFS

Le *New York Times* a d'ailleurs fait une grande enquête sur cet événement : il cite deux éminences pour qui la faillite de Lehman Brothers est une catastrophe : Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, et Frédéric Oudéa, le patron de la Société générale. Ils n'ont trouvé que deux Français pour parler de catastrophe. Mais tous deux se sont laissés capturer par la communauté financière : Christine Lagarde est

une avocate qui ne connaît pas la finance et qui vient juste de commencer à la découvrir. Frédéric Oudéa, quant à lui, est un énarque, ce n'est pas un banquier.

Que va-t-il sortir de cette crise ? Je pense qu'un certain nombre de journalistes ont réappris à se parler, je le vois clairement dans mon journal. Ceux qui suivent l'international, ceux qui suivent la finance, ceux qui suivent les marchés recommencent à se parler et comprennent ce qu'ils peuvent s'apporter les uns les autres. C'est une bonne chose, mais je ne suis pas sûr que cela dure longtemps.

Sur la forme, ce qui s'est passé depuis deux mois nous a amenés à être beaucoup plus pédagogiques que ce que l'on faisait d'habitude. Parce qu'il y avait un manque d'intelligibilité de la crise, un besoin de comprendre. Cela s'est traduit par un certain nombre de pages dans le journal que l'on ne faisait pas selon nos habitudes. Le lectorat a extrêmement bien réagi là-dessus. Je pense que l'une des faiblesses de la presse économique en France vient d'un relatif manque de pédagogie. Nos confrères anglo-saxons ont compris cette nécessité de la pédagogie depuis longtemps. ♦

"LA CRISE FINANCIÈRE NOUS A AMENÉS À ÊTRE PLUS PÉDAGOGIQUES"



Laurent Joffrin,
DIRECTEUR DE « LIBÉRATION »

Les métiers de journaliste et de chercheur sont antagoniques

Souvent, dans l'imaginaire collectif, on pense que le journaliste est une sorte d'universitaire frivole qui n'a pas réussi, qu'il n'est pas suffisamment sérieux et qu'il fait dans l'anecdotique. Mais chercheur et journaliste sont deux métiers antagoniques. Évidemment, ils ont une matière commune, mais ils

ne font pas du tout le même métier. L'essence du métier de journaliste, c'est l'anecdotique, c'est l'événement, ce n'est pas les structures, ni les tendances de fond.

Notre métier consiste à savoir ce qui s'est passé. Ni plus ni moins. Qui est ce Jérôme Kerviel ? Qu'est-ce qu'il a fait exactement ? ●●●

●●● Est-ce que ses supérieurs étaient au courant ? Quelles sont les procédures ? Pourquoi ça s'est passé comme ça ? Comment a-t-il pu perdre autant d'argent en quelques jours ? Voilà ce qui nous intéresse ! Bien sûr, on va ensuite essayer de comprendre pourquoi la finance est devenue quelque chose d'incontrôlable, mais ce n'est pas le fond de l'affaire pour nous.

C'est tout à fait normal : en démocratie, notre fonction consiste à rendre la société aussi transparente à elle-même que possible, de manière à ce que chacun puisse se déterminer en conscience en sachant ce qui se passe. Notre rôle n'est pas de donner des cours magistraux, ni d'être des théoriciens. Si cette crise nous a tellement fascinés, c'est d'ailleurs avant tout parce que c'est une formidable matière romanesque, qui nous parle de la vie.

IMMÉDIATÉTÉ

On est là d'abord pour raconter. On nous reproche d'être dans l'immédiat, dans l'apparence des choses. Certes, mais il faut bien que quelqu'un fasse ce travail. Les universitaires ont une autre mission. Nous ne prétendons pas faire des théories sur le fonctionnement du monde. Nous allons interviewer les gens qui savent. Nous distribuons la parole. La pédagogie est une contrainte parmi d'autres. Bien entendu, un journaliste qui écrit un article abscons à tort. Il vaut mieux être compris. Mais notre matière première, c'est l'événement, ce n'est pas ce qui est habituel, mais ce qui est inhabituel.

On nous dit toujours qu'il faudrait que l'on fasse de la pédagogie par temps calme, mais personne ne le lit ! Les gens lisent à chaud, quand il se passe quelque chose. Personne ne lira un article sur la titrisation avant la crise. C'est la force de l'événement qui attise la curiosité des lecteurs. ♦



Jean-Damien Pô,
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'INSTITUT DE L'ENTREPRISE

L'interprétation de la crise suscite de nombreux amalgames

On est confronté à une hypercomplexité de la crise. Face à cela, les journalistes ont une formation généraliste de haut niveau complétée dans les grandes écoles par l'apprentissage des techniques de la presse, mais un bagage d'économie qui est globalement assez léger. Par ailleurs, leur métier consiste à être en prise sur l'événement et non de faire une généalogie complète de la crise.

Le rôle des experts est donc devenu central pour rendre compte de la crise. Et le rôle social de l'économiste a changé. C'est devenu un rôle quasiment citoyen, à qui il est demandé d'éclairer le débat public. C'est une fonction complexe : d'un côté, on a les économistes académiques qui sont peu capables de transmettre leurs savoirs, parce qu'ils n'y ont pas été formés, et de l'autre, on a des économistes moins pointus dans la recherche mais qui sont capables d'être des passeurs. Il est très difficile de tenir les deux bouts de la chaîne. Tant que les passeurs s'alimentent des travaux des premiers, on est dans un cercle vertueux. Ce n'est pas toujours le cas.

CONSENSUS

Au moment de la chute de Lehman Brothers, le 15 septembre 2008, je me souviens d'un consensus dans la presse qui faisait une lecture très positive de cet événement. Avec l'idée que c'était une sanction bien méritée. Quelques jours après, renversement complet du consensus : la faillite de Lehman Brothers est devenue le péché originel qui a introduit l'instabilité dans le système financier. Ces

phénomènes moutonniers d'ampleur considérable illustrent la perplexité de tous les acteurs face à la crise.

Le danger consiste à sombrer dans un certain nombre d'amalgames fondés sur la colère des salariés qui vont perdre leur emploi ou des actionnaires qui ont déjà perdu beaucoup d'argent. Par exemple, l'opposition entre économie réelle et économie financière ne tient pas la route. La finance est une industrie, et sans finance on ne fait pas d'industrie. Un deuxième amalgame est fréquent quand on parle du retour de la régulation. La crise met en évidence que l'autorégulation n'est pas un modèle à suivre. La stabilité financière est un bien public qui ne peut pas être laissé dans les seules mains des professionnels de la finance. Pour autant, commencer à expliquer que la crise trouve son origine dans l'absence de régulation des marchés, c'est faire l'impasse sur l'accumulation de réglementations qu'ont engendré la crise des nouvelles technologies puis l'affaire Enron. Il ne faut pas forcément réguler plus, mais réguler mieux. Enfin, parler de moralisation du capitalisme me laisse souvent perplexe. Taxer le capitalisme d'immoralité, cela conduit généralement à reprocher aux spéculateurs d'être cupides, et de préférer leur intérêt propre à l'intérêt collectif : autrement dit, cela ne nous mène pas bien loin... Le problème est réglementaire et législatif, au moins autant que moral. ♦

**"LE RÔLE
DES EXPERTS EST
DEVENU CENTRAL
POUR ÉCLAIRER
LE DÉBAT"**



Christian Sautter,
ADJOINT AU MAIRE DE PARIS

Les contre-pouvoirs ont un rôle important à jouer dans la diffusion de la culture économique et sociale

Disposer d'une bonne information économique et sociale est une condition nécessaire au bon fonctionnement de la démocratie. Or, tant au niveau global que local, l'information économique et sociale souffre d'un certain nombre de lacunes. Les informations internationales dont nous disposons, et la crise le montre bien, sont extrêmement médiocres.

Mais il en est de même au niveau local : à l'échelle de Paris, qui est un département comme les autres, le recensement nous donne de l'information sur les habitants, sur les logements, mais pas sur l'économie. Par exemple, nous savons que nous allons être confrontés à un départ à la retraite massif d'artisans, de commerçants et de patrons de petites et moyennes entreprises. Mais nous n'avons aucune donnée précise sur la démographie des chefs d'entreprise à Paris. Nous sommes obligés de travailler à tâtons sur le sujet.

Autre exemple : il est impossible de dépouiller les données fiscales par département ou par quartiers, alors que cela constitue une source d'information absolument considérable. La démocratie locale appelle

de manière urgente une information économique et sociale locale de qualité.

Par ailleurs, nous devons faire face à une autre difficulté : il y a quarante ans, on se plaignait d'un trop plein d'influence publique sur

la responsabilité du Parlement. Mais en France, du fait du cumul des mandats, les parlementaires ne travaillent pas suffisamment, le Parlement n'est pas demandeur d'études économiques et sociales, ou de façon tout à fait marginale. Le conseil économique

et social pourrait également mieux faire. Avec ses règles de consensus et d'unanimité, il n'entretient pas le débat démocratique autant qu'il pourrait le faire. Quant aux partis politiques, ils

devraient aussi produire de l'information et faire de la pédagogie.

Même chose pour les organisations syndicales, qui n'ont pas ce réflexe de contrer l'argumentation officielle de l'Etat avec des raisonnements qui renforceraient leur pouvoir d'action.

Enfin, concernant la société civile, les ONG jouent un rôle beaucoup plus important dans les pays anglo-saxons que chez nous. Elles pourraient pourtant contribuer de manière plus décisive à développer la culture économique et sociale des Français. ♦

"TOUT POUVOIR NÉCESSITE UN CONTRE-POUVOIR"

l'information économique et sociale. La problématique s'est inversée : je pense que l'on peut dire aujourd'hui qu'il y a un trop plein d'influence privée sur l'information économique et sociale, soit du fait de la propriété des journaux, soit via le poids de la publicité. Il existe des phénomènes d'autocensure qui sont très ennuyeux pour les citoyens cherchant à comprendre le monde qui les entoure. Or, lorsqu'il y a un pouvoir, il doit y avoir un contre-pouvoir.

La qualité des informations économiques et sociales relève de la res-

ACTES (4/4)

- Cette quatrième note de travail de l'Idies est le compte rendu de la quatrième table ronde des Premières rencontres annuelles de l'Idies, qui ont eu lieu le 5 novembre 2008, à l'Auditorium de l'hôtel de ville de Paris. L'intégralité des débats est disponible sous format vidéo sur le site www.idies.org

- Les autres tables rondes (sur l'éducation, sur la qualité des sources statistiques et sur la place des parties prenantes dans l'entreprise), ont fait l'objet d'un compte rendu spécifique qui a également été publié sous la forme d'une note de travail. A télécharger sur le site www.idies.org